

<https://www.pressegauche.org/Grandes-manoevres-au-Moyen-Orient>



# Grandes manoeuvres au Moyen-Orient

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 6 octobre 2020

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

Les récents [accords de paix](#) entre Israël, les Émirats arabes unis (EAU) et Bahreïn, négociés par l'administration du président américain Donald Trump, représentent un changement majeur dans la politique au Moyen-Orient.

Tiré de [Plateforme altermondialiste](#).

Les alliances et les intérêts géopolitiques dans la région sont remodelés et redéfinis par des forces internes et externes. Bien que cet ordre géopolitique se prépare depuis de nombreuses années, les récents changements régionaux l'ont officialisé et fait progresser.

Ces changements régionaux incluent les soulèvements du « [printemps arabe](#) » ; la réémergence des mouvements islamistes et la contestation subséquente de la légitimité des régimes politiques existants au Moyen-Orient ; la montée en puissance d'acteurs anciens et nouveaux tels que l'Iran et la Turquie ; la retraite américaine perçue par ses alliés régionaux ; et les États-Unis signent - puis se retirent - d'un traité nucléaire avec l'Iran en 2015.

Ces développements critiques ont favorisé la venue des accords de normalisation actuels avec Israël.

### Un nouvel ordre régional

Au cours de la dernière décennie, ces événements ont produit un niveau important d'insécurité parmi les gouvernements autoritaires du Moyen-Orient, les incitant à rechercher des alliances sans précédent pour assurer la stabilité du régime.

Les objectifs de l'ordre régional émergent ont leurs racines dans la stabilité du régime et la poursuite de la militarisation

Outre la sécurité et la coopération militaire, les nouvelles alliances entre Israël et les principaux États du Golfe sont fondées sur un intérêt commun à maintenir le statu quo dans la région et à défier la montée en puissance iranienne dans un certain nombre de pays clés, y compris la Syrie, le Yémen, l'Irak et Liban.

Les objectifs de l'ordre régional émergent ont leurs racines dans la stabilité du régime et dans la poursuite de la militarisation d'une région déjà [fortement militarisée](#), elle-même un marché majeur pour les industries militaires et de sécurité extérieures.

En 2019, les dépenses militaires de la région ont atteint [100 milliards de dollars](#). À la suite des soulèvements arabes de 2011, des pays comme l'Arabie saoudite [ont augmenté](#) leurs dépenses militaires de 53 milliards de dollars en 2011 à 85 milliards de dollars en 2015. Et malgré une baisse de 6,5% de ses dépenses militaires entre 2017 et 2018, l'Arabie saoudite est restée la troisième dans le monde, avec un total estimé à 67,6 milliards de dollars en 2018. En 2019, les EAU ont augmenté leurs dépenses de défense d'environ 41% .

Contrairement au passé où ces pays étaient largement satisfaits de la protection fournie par les États-Unis et les anciennes puissances coloniales comme la France et la Grande-Bretagne, les élites dirigeantes de nombreux États arabes, y compris les Émirats arabes unis et Bahreïn, croient fermement qu'au milieu de changements radicaux, la

survie de leur régime découle de plus en plus de la normalisation et d'une alliance militaire forte avec Israël.

L'administration Trump a fait pression pour une plus grande ouverture et un meilleur alignement entre les dirigeants du Golfe et Israël dans le cadre du soi-disant « [accord du siècle](#) » pour résoudre le conflit israélo-palestinien et affronter la puissance iranienne dans la région.

Il a exploité les craintes et les intérêts changeants des principaux acteurs de la classe dirigeante arabe en [promettant](#) la fourniture de capacités militaires avancées et d'armes sans précédent s'ils poursuivent le processus de normalisation avec Israël.

Élaborant sur cette réalité, l'ancien diplomate américain et négociateur du Moyen- Orient, Dennis Ross, [a écrit](#) que les Émirats arabes unis « avaient compris à partir de conversations avec l'administration qu'une paix formelle [avec Israël] lui donnerait accès à des armes américaines auparavant interdites, telles que des armes avancées. Jusqu'à présent, ces armes leur avaient été refusées en raison de l'engagement des États-Unis à préserver l'avantage militaire qualitatif d'Israël. »

### 'La paix pour l'armement'

Le rôle actif des États-Unis dans la militarisation du Moyen-Orient n'est pas surprenant. L'universitaire américain Stephen Zunes a bien documenté la militarisation américaine du Moyen-Orient dans son livre intitulé [Tinderbox](#).

Les États-Unis continuent de représenter la part la plus importante et croissante du commerce des armes en 2020, avec plus de la moitié de leurs armes livrées au Moyen-Orient

L'une de ses conclusions bien documentées est que les armes et leurs vecteurs sont les principales exportations américaines vers la région du Moyen-Orient.

Alors que les États-Unis ont été disposés à permettre aux États du Golfe de développer leur propre puissance militaire et de s'engager dans une action militaire directe, ou indirectement par le biais de mandataires, dans des endroits comme le Yémen, la Libye et auparavant la Syrie, ils restent la principale source de fournitures militaires et de formation. . Par conséquent, il continue de contrôler le niveau d'armement et d'engagement armé en fonction des intérêts américains.

Ainsi, non seulement de tels accords entre Israël et les États du Golfe sont construits avec le principe politique de la « paix pour l'armement », mais les États-Unis continuent avec un long historique de maintien de la domination régionale d'Israël et de contribution à un état de militarisation et de conflit croissants en le Moyen-Orient au nom de la paix.

Les États-Unis continuent de représenter la part la plus importante et croissante du commerce des armes en 2020, avec plus de la moitié de leurs armes livrées au Moyen-Orient.

Israël bénéficie également de l'ordre régional émergent et de la convergence des intérêts étatiques. En plus de détourner l'attention de l'opposition intérieure et des [accusations de corruption](#), le but ultime du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu est de provoquer la défaite complète des Palestiniens et de leur cause nationale en cherchant à rompre le lien régional avec la question palestinienne et à normaliser les relations avec le Moyen-Orient. Pouvoirs de l'Est.

Pendant ce temps, le processus d'institutionnalisation de l'occupation permanente dans les territoires palestiniens, de maintien du siège de Gaza et de suppression des perspectives d'un État palestinien progresse rapidement.

Il y a aussi une ligne de continuité historique dans la politique d'Israël.

### **Abandonner les Palestiniens**

Netanyahu n'est pas le seul dirigeant israélien à avoir recherché des accords de normalisation et de paix avec les États arabes tout en rejetant systématiquement les droits nationaux palestiniens. Sous [Menahem Begin](#) à la fin des années 1970, Israël a insisté sur un accord de paix séparé avec l'Égypte, qui s'est concrétisé en 1978 et est devenu connu sous le nom d'accords de Camp David.

Cette politique, hier et aujourd'hui, visait à isoler les Palestiniens de l'équation régionale et à les contraindre à se soumettre au pouvoir d'Israël et aux conditions de « paix ».

Après tout, au lieu de promouvoir un changement pacifique, ces « accords de paix » auront l'effet inverse. Ils garantiront largement la confrontation, alimenteront les courses aux armements et empêcheront la perspective de démilitarisation au Moyen-Orient.

Ils envoient également un message d'abandon au peuple palestinien et sapent les résolutions existantes de l'ONU et l'Initiative de paix arabe, qui insistent sur le lien historique entre la réalisation d'une paix globale et juste au Moyen-Orient et la réalisation des droits des Palestiniens.